

*Renforcer l'Union européenne et ses institutions à tout prix, augmenter les dettes publiques autant que possible pour sauver le secteur privé, ne pas remettre en question la légitimité de l'encours de ces dettes alors que le besoin d'investir dans la santé et les services sociaux est plus que jamais une question de vie ou de mort, voici le plan d'un parti néo-libéral nous direz-vous. Non, c'est celui de [DiEM25](#), le mouvement initié par Varoufakis et dont est proche, en France, le mouvement Génération.s, créé par Benoît Hamon.*

\*\*\*

DiEM25 est un mouvement européen de « gauche » qui soutient de nombreuses luttes importantes telles que celle pour la libération de Julian Assange. C'est tout à son honneur. Néanmoins, d'un point de vue économique, et particulièrement en ce qui concerne les dettes publiques, nous pensons que DiEM25 a tout faux. La crise du Covid-19 est extrêmement grave et un mouvement qui se prétend de gauche ne peut pas se permettre de faire des propositions qui enfonce encore plus les 99 % de la population dans la misère.

Nous estimons qu'il est primordial de réagir aux propositions de DiEM25 pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est grand temps de remettre en question la légitimité des dettes publiques actuelles et des nouvelles dettes à venir pour sauver les entreprises privées. Il est aussi urgent de s'interroger sur la logique économique qui a mené à cette situation. Venir en aide aux petites et moyennes entreprises est un principe auquel nous pouvons adhérer mais ce serait criminel d'aider les grandes entreprises privées<sup>1</sup> avec de l'argent public. D'autant plus que le remboursement de ces dettes constituerait un fardeau supplémentaire pour les peuples d'Europe. Ensuite, nous devons urgemment suspendre le remboursement des dettes publiques pour libérer des moyens financiers de manière immédiate sans avoir recours à [ce que propose DiEM25](#), c'est-à-dire de nouvelles dettes à hauteur de 1000 milliards d'euros. Ce serait contre les intérêts des 99 % de la population. Finalement, il faut exiger qu'un audit sous contrôle citoyen soit réalisé pour déterminer quelle part de ces dettes devrait être annulée.

Une fois réalisée l'annulation des dettes illégitimes, il est possible que de nouvelles dettes soient nécessaires. Pour cela, il faut s'assurer qu'elles servent les intérêts de la majorité des populations européennes, qu'elles soient contractées de manière légitime (s'assurer que leur remboursement n'étouffe pas les populations et ne les prive pas de la jouissance de leurs droits fondamentaux, faire en sorte que les dettes contractées restent soutenables) et le bien-fondé des dépenses doit être assurée grâce à la participation citoyenne.

Il est illusoire de penser que les institutions européennes viendraient en aide aux peuples européens d'elles-mêmes. Un rapport de force est plus que jamais nécessaire, et ce rapport-là ne peut être envisagé sans l'annulation des dettes illégitimes existantes. Même si des euro-[obligations](#) sont émises pour l'octroi de nouveaux prêts, même si les dettes sont partagées et remboursées de manière solidaire par tous les pays, ce sont au final les peuples qui auront à supporter le fardeau du remboursement. Quelle solidarité exigeons-nous ? Celle des détenteurs de capitaux et des banques, ou celle des peuples ?

\*

## Introduction

Dans son introduction, le plan de DiEM25 prétend vouloir « protéger tous les résidents européens », « éviter une dépression économique » et « empêcher l'effondrement de l'Union ». Nous pensons ne pas nous tromper en écrivant que ces trois premières intentions sont incompatibles. L'Union européenne n'a jamais fonctionné pour les peuples d'Europe.

## Quatre « faits cruciaux » qui sont plutôt des postulats subjectifs

La proposition de DiEM 25 commence très mal, puisqu'elle se base « sur des postulats critiquables » :

1. « La [dette](#) publique doit augmenter ». Au bénéfice de qui ? Quelle partie de l'économie doit-on sauver ? DiEM25 ne pose pas les bonnes questions. L'endettement est utile s'il est destiné à aider les populations mais là il s'agit d'éviter des faillites. De quelles entreprises parle-t-on (des petites et moyennes entreprises ou des grands groupes financiers, commerciaux, des grandes industries) ? Sous quelles conditions ? Avec quelles conséquences pour les travailleurs ? Sans détails, ce « fait » formulé comme une proposition est extrêmement dangereux.

DiEM25 propose de « remplacer la chute des capitaux dans le secteur privé par des dépenses publiques pour éviter la faillite » sans poser la condition d'une **socialisation des grandes entreprises et industries**, cela nous paraît vraiment très problématique.

2. Ensuite, il faudrait partager le fardeau de la dette publique entre tous les pays de l'UE. Pourquoi cela est-il un « fait » ? Émettre des obligations collectives est également dangereux. Si les États s'endettent collectivement, cela ne permettra pas plus de « solidarité » mais aura pour effet plus de contrôle de la part des institutions néolibérales de l'UE et la disparition totale d'une possibilité de souveraineté populaire.

3. Quels sont les gouvernements qui ont demandé l'émission d'une euro-obligation ? La France, l'Espagne, l'Italie et 6 autres. Et pourquoi DiEM25 demande à ce que la [BCE](#) s'en charge ? La BCE est totalement partielle et soutient le grand capital. Il faut plutôt réclamer un [moratoire](#) sur les remboursements des dettes publiques et un audit sous contrôle citoyen en vue de l'annulation de leur part illégitime.

4. Injecter de l'argent sur le compte bancaire des citoyens n'est pas une mesure progressiste si elle n'est pas accompagnée de l'exigence de gratuité pour les soins de santé et l'assurance d'un logement à hauteur des moyens de chaque ménage. DiEM 25 veut donner de l'argent aux ménages européens pour qu'ils continuent de payer leurs propriétaires-rentiers, leurs banques, leurs médecins, leurs médicaments, leur accès aux soins. Formulée comme ça, la proposition de DiEM25 (considérée encore une fois comme une évidence) est une mesure libérale extrêmement dangereuse. Nous n'ignorons pas qu'il est nécessaire d'aider les personnes qui ont vu leurs revenus baisser voire disparaître, ou qui n'en ont simplement pas, mais ne proposer qu'un revenu de crise est une fausse solution.

Pour ce qui est de l'investissement vert, nous avons déjà écrit dans [un article précédent](#) que nous ne voulions pas de deal du tout, ni avec les banquiers, ni avec les responsables de la destruction de la planète.

## Trois étapes vers la catastrophe

### Étape 1 : Émettre des euro-obligations de la BCE

« Les partisans de l'euro-obligation ont raison » lit-on.

La France, l'Italie et l'Espagne auraient raison ! Or la mutualisation des dettes n'a rien de « démocratique » comme le prétend DiEM25. Celui-ci propose des obligations sur 30 ans dont les modalités de remboursement seraient décidées par « un gouvernement fédéral démocratiquement élu en Europe ». Si un tel dispositif n'est pas mis en place, « les mesures d'urgence de la BCE ne feront qu'aggraver le déficit démocratique de l'Europe ». Nous n'avons aucune garantie sur les effets bénéfiques d'une telle proposition. Bien au contraire, parce qu'elle refuse de prendre en considération les inégalités sociales et la nécessaire implication citoyenne sur les choix de société, l'euro-obligation est à l'heure actuelle une très mauvaise idée.

Il n'est pas question de savoir pour qui ou pour quoi nous devons encore nous endetter. Il s'agit de gonfler encore la montagne de dettes illégitimes qui nous noie comme cela a été le cas après la crise de 2008. Le seul problème à considérer serait celui des modalités de remboursement des dettes contractées et non ce qui constitue ces dettes. Comme à son habitude, DiEM25 ne questionne pas la dette publique, considérée comme légitime en soi, alors que nous savons qu'une grande partie des dettes publiques ont été contractées de manière illégitime, illégale et parfois odieuse, c'est-à-dire contre les intérêts et sans considération des besoins des populations. Encore une fois, nous lisons que les peuples d'Europe n'ont pas à savoir ce qu'ils auront à rembourser, pourquoi ils s'endettent, mais plutôt de négocier les modalités de remboursement ! Cela nous rappelle les positions de Yanis Varoufakis quand il était Ministre des finances dans le premier gouvernement Syriza en 2015 dont l'expérience représenta un des plus grands échecs de la gauche contemporaine. Le CADTM a déjà réalisé de nombreux travaux détaillés pour dénoncer ces positions<sup>2</sup>.

## **Étape 2 : Injecter un paiement en espèces de solidarité européen de 2000 euros**

Ce paiement serait destiné à tout le monde, riches et pauvres. Il faudrait ensuite rembourser en fonction des revenus puisque « à la fin de l'année, les États peuvent imposer les particuliers au prorata de leur revenus global ». Comme cela a été écrit plus haut, nous estimons qu'il est impératif d'exiger des logements pour tou-te-s, l'accès à la santé pour tou-te-s, libérer les personnes sans-papiers placées dans des centres, loger les personnes sans-abris, protéger les plus vulnérables, arrêter de payer les banques et les propriétaires-rentiers qui ont assez de revenus sans le paiement des loyers. Cela aurait été la moindre des choses pour un mouvement de gauche de l'exiger clairement dans un plan pour faire face à la crise du Coronavirus. DiEM25 préfère proposer ce que plusieurs gouvernements néo-libéraux proposent actuellement, c'est-à-dire s'assurer que tout le monde ait assez d'argent pour que la machine continue de tourner.

## **Étape 3 : Établir un programme européen d'investissement pour la relance verte**

On lit cette phrase « L'Europe ne peut pas se permettre de gâcher cette crise, comme elle a gâché la dernière. » On comprend donc que l'Europe doit tirer parti de cette crise mais de quoi parle-t-on ? Et bien il semblerait qu'il est question des technologies du futur pour concurrencer la Chine et les Etats-Unis. Et plus loin en fin de partie « verte » il est un peu question de santé, éducation et autres biens publics...

## Conclusion

---

« L'Europe va s'unifier ou elle périra ». Les trois étapes seraient les seules possibles pour le non-dépérissement de l'Europe. Nous l'écrivons clairement, nous pensons que DiEM25 se fourvoie. Il nous faut exiger l'annulation immédiate des dettes illégitimes et odieuses et donner enfin la priorité absolue à la santé et aux droits humains afin qu'une Europe des peuples puisse enfin voir le jour<sup>3</sup>.

### références

1. ↑ Nous nous positionnons contre l'endettement public pour le sauvetage de grands groupes financiers, commerciaux, agroalimentaires, pharmaceutiques, les industries de l'armement, de l'automobile, aéronautiques, etc, que nous considérons responsables des différentes crises que nos sociétés traversent.
2. ↑ Voir à ce sujet le nouveau livre d'Eric Toussaint : <https://www.cadtm.org/Capitulation-entre-adultes-Grece-2015-une-alternative-etait-possible>
3. ↑ *Ibid.*